

Vers une coalition gouvernementale entre le Conservateur Sebastian Kurz et les Verts ? / Le FPÖ gravement affectés par les affaires en série de son Ex-leader Heinz-Christian Strache

Le Conservateur Sebastian Kurz, après avoir gouverné avec l'extrême droite, tente un recentrage sur la scène européenne. C'est pourquoi il négocie en priorité avec le parti des Verts en vue de former le prochain gouvernement autrichien, mais les obstacles restent nombreux, de part et d'autres.

Par Danny Leder,

Après avoir gouverné, lors de son premier mandat, de Décembre 2017 à Mai 2019, avec le FPÖ (un parti d'extrême droite), le jeune leader conservateur autrichien Sebastian Kurz négocie maintenant en priorité avec le parti des Verts pour former la prochaine coalition gouvernementale.

Le parti de Kurz (ÖVP) était sorti vainqueur des législatives du 29 septembre avec 37,5 pourcent des voix. Les Sociaux-Démocrates (SPÖ) arrivèrent en deuxième position avec 21,2 pourcent ce qui représente un net recul par rapport aux élections de 2017 lors desquels ils avaient encore réuni 27 pourcent.

Les électeurs perdus par le SPÖ rallièrent principalement les Verts qui atteignaient pour la première fois lors d'un scrutin national 14 pourcent des voix. En tout, leur potentiel englobe même 16 pourcent des voix puisqu'un petit parti dissident des Verts recueilli deux pourcent (mais n'est plus représenté au parlement). Un nouveau parti libéral, d'inspiration macroniste, les Neos, perça avec 8 pourcent.

Le grand perdant fut le FPÖ qui recula de 26 pourcent (en 2017) à 16 pourcent. Cette chute faisait suite aux révélations en série sur les affaires de corruption et d'abus de biens sociaux de la part du leader du FPÖ, Heinz-Christian Strache, entre-temps écarté par son parti.

Des élections régionales dans au Vorarlberg, la région à l'extrême ouest de l'Autriche, viennent de confirmer cette tendance, avec de légers gains pour le ÖVP de Kurz, une nouvelle percée des Verts (de 17,2 à 18,8 pourcent) et une dégringolade du FPÖ de 23,5 à 14 pourcent.

Mais le principal problème qui a refroidit les ardeurs de Kurz pour reconstituer son alliance gouvernementale avec le FPÖ, vient des liens étroits qu'entretient ce parti d'extrême droite, à l'instar du « Rassemblement national » en France, avec le régime du président russe Putin. Au sein du premier de gouvernement de Kurz le poste de ministre de l'intérieur avait été détenu par une personnalité très clivante du FPÖ, Herbert Kickl, qui avait rapidement procédé à une purge au sein des services de renseignement autrichiens, tout en s'accaparant, de manière illégale, de précieux fichiers concernant l'observation de réseaux néonazis et filières d'agents d'influence russes. C'est pourquoi la plupart des services occidentaux, allemands en tête, avaient écarté leurs homologues autrichiens des échanges entre services de renseignements.

Kurz veut maintenant prendre ses distances avec le FPÖ pour se réapprocher sur la scène européenne des Conservateurs allemands, et marquer plus nettement sa distance vis-à-vis des leaders nationalistes au pouvoir en Hongrie et Pologne.

Mais cette tentative de recentrage pourrait buter sur la politique toujours extrêmement restrictive de Kurz par rapport à l'accueil et au traitement des demandeurs d'asile en Autriche, d'autant plus que son parti vient de recueillir une grande partie de l'électorat perdu par le FPÖ. Sur ce sujet, l'attitude vis-à-vis des réfugiés et migrants, comme sur des questions de politique sociale un fossé continue à séparer le ÖVP de Kurz (qui vient de gagner les voix de la plupart des électeurs qui ont délaissé l'extrême droite) et les Verts, marqués plutôt à gauche, et qui ont toujours campés sur un rejet vigoureux de toute compromission avec l'extrême droite.